

MAITRE D'OUVRAGE



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES
PUBLIQUES DU PUY-DE-DOME

2 rue Gilbert Morel
63033 CLERMONT-FERRAND Cedex

AF22-36ZF

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES

Désamiantage de l'aile B du RDC

Boulevard Berthelot
63000 CLERMONT FERRAND

<p>Cahier des Clauses Techniques Particulières C.C.T.P</p>
--

Lot N° 02 DESAMANTAGE

30/07/2025

<h2>MAÎTRE D'ŒUVRE</h2>
<div><p>MAITRISE D'ŒUVRE ET INGENIERIE DU BATIMENT DE LA CONCEPTION A LA REALISATION MAITRISEE</p><p>ZAC de l'Artière – BP 413 - 10 rue Beau de Rochas 63110 BEAUMONT CDIS Téléphone : 04 73 28 01 01 - Télécopie : 04 73 28 03 30</p></div>



SOMMAIRE

2 - DESAMIANPAGE	3
2.1 - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	3
2.1.1 - TEXTE DE REFERENCE	3
2.1.2 - DANGER, RISQUE.....	4
2.1.2.1 - IDENTIFICATION DU DANGER AMIANTE	4
2.1.2.2 - GESTION DES DECHETS	4
2.1.2.3 - CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGE	5
2.1.2.4 - ETIQUETAGE	5
2.1.2.5 - DOCUMENTS RELATIFS A L'ELIMINATION DES DECHETS CONTENANT DE L'AMIANTE	5
2.1.3 - MAIN D'ŒUVRE.....	5
2.1.3.1 - RESTRICTION D'EMPLOI DE CERTAINES CATEGORIES DE TRAVAILLEURS	5
2.1.3.2 - NOTICE D'INFORMATION POUR CHAQUE POSTE OU SITUATION DE TRAVAIL	5
2.1.4 - MATERIEL ET EQUIPEMENT.....	6
2.1.4.1 - EQUIPEMENT ET PROTECTION INDIVIDUELLE	6
2.1.4.2 - APPAREILS DE PROTECTION RESPIRATOIRE	6
2.1.5 - CONTRÔLE DES TRAVAUX	7
2.1.6 - VERIFICATIONS, ESSAIS ET MISE EN SERVICE	7
2.1.7 - REMISE DES OFFRES	7
2.1.8 - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	7
2.2 - DESCRIPTION DES OUVRAGES	7
2.2.1 - Plan de retrait.....	8
2.2.2 - Installations réglementaires.....	8
2.2.3 - Consommables	9
2.2.4 - Dépose pied de cloison ht environ 10cm.....	9
2.2.5 - Dépose dalles de sol avec colle bitumineuse amiantées.....	10
2.2.6 - Dépose enduit amianté sur meneaux entre menuiseries.....	10
2.2.7 - Evacuation et élimination des déchets par enfouissement.....	10
2.2.8 - Stratégie d'analyses / Essais libératoires.....	11

2 - DESAMIANPAGE

2.1 - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

2.1.1 - TEXTE DE REFERENCE

Les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art, et l'entrepreneur devra se conformer, pour l'exécution des ouvrages, aux conditions stipulées dans :

- Arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques et de qualification que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait d'amiante,
- Arrêté du 02 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition,
- Arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique amiante, au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités d'établissement du repérage,
- Décret prévention n° 2003-462 du 21 mai 2003 Code de la Santé Publique,
- Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs,
- Arrêté du 22 février 2007 définissant les travaux de confinement et de retrait de matériaux non friables contenant de l'amiante présentant des risques particuliers en vue de la certification des entreprises chargées de ces travaux,
- Avis du 31 mai 2007 relatif à la communication des résultats des mesures de concentrations en fibres d'amiante dans l'air inhalé des travailleurs par les laboratoires accrédités,
- Arrêté du 11 juin 2007 modifiant l'arrêté du 27 décembre 2006 sur la liste des organismes habilités à procéder aux mesures de concentration en poussière d'amiante dans les immeubles bâtis,
- Circulaire du 08 février 2007 relatifs aux sites et sols pollués – modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués,
- Décret du 03 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis,
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis,
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante,
- Décret n° 2012-639 du 04 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante (concerne les employeurs et travailleurs qui réalisent des travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante ou qui effectuent des interventions sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante,
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages,
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du dossier technique amiante,
- Arrêté du 07 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle (EPI) utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante,
- Arrêté du 26 juin 2013 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage,
- Arrêté du 26 juin 2013 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage,
- Décret n° 2013-594 du 05 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante,
- Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante,
- Décret n° 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante,

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
Désamiantage de l'aile B du RDC
Boulevard Berthelot à CLERMONT-FERRAND

- Arrêté du 23 janvier 2020 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis,
- Arrêté du 22 juillet 2021 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'activité,
- Arrêté du 22 décembre 2022 relatif à la plateforme de saisie et de transmission dématérialisée des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulation d'amiante ainsi que des avenants et informations s'y rapportant ainsi que de déclarations aux organismes certificateurs en vue de la programmation d'opérations de surveillance dite DEMAT@MIANTE.

2.1.2 - DANGER, RISQUE

2.1.2.1 - IDENTIFICATION DU DANGER AMIANTE

Les niveaux d'empoussièrement sont classés en 3 catégories.

- 1er niveau :
Niveau d'empoussièrement inférieur à la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle).
- 2ème niveau :
Niveau d'empoussièrement compris entre la VLEP et 60 fois la VLEP.
- 3ème niveau :
Niveau d'empoussièrement compris entre 60 fois la VLEP et 250 fois la VLEP.

La VLEP correspond à 100 fibres / Litres d'air en META moyennée sur 8h.

2.1.2.2 - GESTION DES DECHETS

Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante.

Le présent arrêté modifie les prescriptions de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les installations de stockage des déchets inertes (amiante-ciment), de déchets non dangereux (amiante lié) ou dans les carrières.

A compter du 1er juillet 2012, le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Lorsque le remblayage est effectué avec des matériaux extérieurs (déblais de terrassements matériaux de démolition), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à ce que seuls les matériaux inertes soient réutilisables. Seuls les matériaux extérieurs inertes sont admis dans l'installation. Les déchets sensibles, matériaux de construction contenant effectivement de l'amiante, ne peuvent être admis dans l'installation.

Pour les installations dédiées au stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ou des déchets de terres amiantifères, la zone de traitement doit être distante de plus de 100 mètres par rapport aux limites de terrain.

Les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes et les déchets amiantifères sont obligatoirement stockés dans des casiers dédiés. Les déchets à base de plâtre sont stockés dans des casiers spécifiques où aucun déchet biodégradable n'est admis.

Au 1er septembre 2012, les exploitants des installations ayant admis des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante lié à des matériaux de construction inertes, doivent soit fermer définitivement les alvéoles contenant des déchets amiante, soit mettre en place une couverture intermédiaire, avant la réception d'autres déchets admissibles. Dans ce cas, le comblement des alvéoles avec des déchets admissibles dans l'installation peut être poursuivi.

Dans le cas d'une fermeture des alvéoles, un plan topographique au 1/500e doit être fourni au préfet du département.

2.1.2.3 - CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGE

L'entreprise qui effectue le retrait ou l'encapsulage des MCA devra prendre les dispositions nécessaires pour conditionner et évacuer de la zone de travail les déchets, au fur et à mesure de leur production.

Les déchets seront conditionnés conformément aux règlements en vigueur et aux règles imposées par les cahiers des charges des centres d'élimination.

Le type de conditionnement sera adapté à la nature des déchets (élimination des déchets contaminés y compris mis en sac étanche, conditionnement en big-bag de 2m³, étiquetage, ou palettisation et filmage, transport, mise en dépôt, traitement suivi et taxe).

2.1.2.4 - ETIQUETAGE

Sur chaque conditionnement unitaire de déchets contenant de l'amiante, il devra être apposé une étiquette conforme au modèle donné par le décret N°88-466 du 28 avril 1988 modifié.

Il sera également apposé sur les emballages extérieurs de transport de déchets contenant de l'amiante libre (poussières et fibres) une étiquette de transport « classe 9 » visible lors de l'ouverture du conteneur ou du véhicule.

2.1.2.5 - DOCUMENTS RELATIFS A L'ELIMINATION DES DECHETS CONTENANT DE L'AMIANTE

L'entrepreneur demandera un certificat d'acceptation préalable des déchets au centre d'élimination.

Cette demande devra préciser si possible, la nature des MCA, le type d'amiante et la nature des autres déchets éliminés, les volumes et les poids estimés, les types de conditionnement et leurs dimensions.

Un bordereau de suivi des déchets devra obligatoirement accompagner chaque unité de déchets transportée.

Il sera signé par tous les intervenants, de la maîtrise d'ouvrage à l'éliminateur final en passant par l'entreprise et le transporteur.

L'entrepreneur se procurera un bordereau type auprès du SPS ou se reportera à la circulaire du ministère chargé de l'environnement du 9 janvier 1997.

2.1.3 - MAIN D'ŒUVRE

2.1.3.1 - RESTRICTION D'EMPLOI DE CERTAINES CATEGORIES DE TRAVAILLEURS

L'entrepreneur ne peut en aucun cas affecter aux travaux de retrait et de confinement des MCA, des salariés :

- Sous contrat à durée déterminée,
- Provenant d'entreprise de travail temporaire,
- Âgés de moins de 18 ans,
- Stagiaires ou en formation professionnelle.

2.1.3.2 - NOTICE D'INFORMATION POUR CHAQUE POSTE OU SITUATION DE TRAVAIL

L'entrepreneur sera tenu d'établir, pour chaque poste une notice destinée à informer chaque travailleur des risques encourus.

Cette notice sera transmise pour avis au médecin du travail.

Cette notice sera complétée par les parties du PRC où sont décrites les particularités des différents postes.

De plus les salariés devront avoir reçu, avant toute affectation sur le chantier une formation spécifique aux risques encourus.

2.1.4 - MATERIEL ET EQUIPEMENT

2.1.4.1 - EQUIPEMENT ET PROTECTION INDIVIDUELLE

Le choix des équipements de protection individuelle devra s'effectuer, dans le cadre prévu par les exigences réglementaires, selon les résultats de l'évaluation des risques réalisée pour chaque situation de travail et selon la pénibilité de la tâche à réaliser.

2.1.4.2 - APPAREILS DE PROTECTION RESPIRATOIRE

Le présent lot s'assurera que :

- les appareils de protection respiratoire (APR) sont adaptés aux conditions de l'opération ainsi qu'à la morphologie des travailleurs, notamment en réalisant un essai d'ajustement ;
- les travailleurs sont formés aux règles d'utilisation et d'entretien des APR ;
- les conditions de nettoyage, de rangement, d'entretien et de maintenance des APR soient conformes à la réglementation en vigueur et aux instructions du fabricant.

Lorsque le niveau d'empoussièrement est supérieur au seuil mentionné à l'article R. 1334-29-3 du code de la santé publique, le travailleur est équipé à minima :

A : Empoussièrement de 1er niveau :

- de vêtements de protection à usage unique avec capuche de type 5 aux coutures recouvertes ou soudées (classification issue de la norme NF EN ISO 13982-1 et son amendement de mars 2011), fermés au cou, aux chevilles et aux poignets,
- de gants étanches aux particules compatibles avec l'activité exercée,
- de chaussures, de bottes décontaminables ou de surchaussures à usage unique,
- et, en fonction de l'évaluation des risques réalisée par l'employeur :
 - d'un demi-masque filtrant à usage unique FFP3 (classification issue de la norme NF EN 149 de septembre 2009) ; ou d'un APR filtrant avec demi-masque ou masque complet équipé de filtres P3 (classification issue de la norme NF EN 143 de mai 2000) ; ou
 - d'un APR filtrant à ventilation assistée TM2P avec demi-masque (classification issue de la norme NF EN 12 942 de décembre 1998 et ses amendements) ; ou
 - d'un APR filtrant à ventilation assistée TH3P avec cagoule ou casque (classification issue de la norme NF EN 12 941 de décembre 1998 et ses amendements) ; ou
 - d'un APR filtrant à ventilation assistée TM3P avec masque complet (classification issue de la norme NF EN 12 942 de décembre 1998 et ses amendements).

Le port des demi-masques filtrants à usage unique FFP3 est limité aux interventions visées à l'article R. 4412-144 et à une durée de moins de quinze minutes.

B : Empoussièrement de 2ème niveau :

- de vêtements de protection à usage unique avec capuche de type 5 aux coutures recouvertes ou soudées (classification issue de la norme NF EN ISO 13982-1 et son amendement de mars 2011), fermés au cou, aux chevilles et aux poignets,
- de gants étanches aux particules compatibles avec l'activité exercée,
- de chaussures, de bottes décontaminables ou de surchaussures à usage unique,
- et, en fonction de l'évaluation des risques réalisée par l'employeur :
 - d'un APR filtrant à ventilation assistée TM3P avec masque complet (classification issue de la norme NF EN 12 942 de décembre 1998 et ses amendements) permettant d'assurer en permanence une surpression à l'intérieur du masque et dont le débit minimum est de 160 l/min ; ou
 - d'un APR isolant à adduction d'air comprimé respirable à débit continu de classe 4 (défini et identifié selon la norme NF EN 14594 - août 2005) assurant un débit minimum de 300 l/min, avec masque complet ; ou
 - d'un APR isolant à adduction d'air comprimé respirable à la demande à pression positive avec masque complet (défini et identifié selon la norme NF EN 14593 - 1er août 2005) permettant d'atteindre le cas échéant un débit supérieur à 300 l/min.

C : Empoussièrement de 3ème niveau :

- de vêtements de protection à usage unique avec capuche de type 5 aux coutures recouvertes ou soudées (classification issue de la norme NF EN ISO 13982-1 et son amendement de mars 2011), fermés au cou, aux chevilles et aux poignets,
- de gants étanches aux particules compatibles avec l'activité exercée,
- de chaussures, de bottes décontaminables ou de surchaussures à usage unique étanches aux particules,
- et, en fonction de l'évaluation des risques réalisée par l'employeur :
 - d'un APR isolant à adduction d'air comprimé respirable à débit continu de classe 4 (défini et identifié selon la norme NF EN 14594 – août 2005) assurant un débit minimum de 300 l/min, avec masque complet ; ou
 - d'un APR isolant à adduction d'air comprimé respirable à la demande à pression positive avec masque complet (défini et identifié selon la norme NF EN 14593 - 1er août 2005) permettant d'atteindre le cas échéant un débit supérieur à 300 l/min ; ou
 - d'un vêtement de protection ventilé étanche aux particules.

2.1.5 - CONTRÔLE DES TRAVAUX

L'entrepreneur devra un autocontrôle strict de ses approvisionnements et mises en œuvre, et pouvoir en justifier sur demande du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre ou du bureau de contrôle.

2.1.6 - VERIFICATIONS, ESSAIS ET MISE EN SERVICE

Suivant D.T.U. et règles de l'art.

2.1.7 - REMISE DES OFFRES

Sous peine de ne pas être retenu, l'entrepreneur est tenu de répondre suivant le cadre quantitatif joint au présent dossier, après en avoir vérifié les quantités, et spécifier les prix unitaires de chaque poste. Il devra dans son offre, signaler toute anomalie ou omission ; à défaut il ne pourra par la suite prétendre à quelque réclamation que ce soit.

2.1.8 - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

A la réception des travaux, l'entreprise remettra au Maître d'Œuvre un dossier de plans des ouvrages exécutés en trois exemplaires papier + 1 CD Autocad, ce dossier sera accompagné de la nomenclature des fournitures avec les noms et adresses des fournisseurs ; ainsi que des fiches techniques, des procès-verbaux et des certificats de conformité.

2.2 - DESCRIPTION DES OUVRAGES

Nota :

L'entreprise est tenue de se rendre compte de l'état des lieux du projet. Elle est également tenue de prendre connaissance de l'ensemble du projet, plans et pièces écrites, de tous les autres lots.

Elle devra notifier, lors de sa remise de prix, toutes observations ou modifications jugées nécessaires. Ces modifications éventuelles devront être chiffrées lors de la remise de prix. Aucuns travaux supplémentaires ne pourront être demandés par le présent lot, du fait d'une absence de visite, ou de la non prise en compte de l'intégralité du DCE.

2.2.1 - PLAN DE RETRAIT

Le présent lot prévoira la rédaction et la diffusion du plan de retrait amiante (suivant décret du 4 mai 2012) aux organismes de prévention tel que médecine du travail, CRAM, CARSAT, DIRECCTE, OPPBTP.

Une copie du plan de retrait devra être transmise au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre.

Le plan de retrait se basera sur les rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux suivants :

- Rapport référence AMITRAV-E7339185-2501 réalisé par DEKRA en date du 21/07/2025.

Le plan de retrait devra notamment préciser :

- La localisation de la zone à traiter,
- Les quantités d'amiante manipulées,
- Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés,
- La date de commencement et la durée probable des travaux,
- Le nombre de travailleurs impliqués,
- Le descriptif du ou des processus mis en œuvre,
- Le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre,
- Les modalités des contrôles d'empoussièrement définis aux articles R. 4412-126 à R. 4412-128,
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux,
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets,
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements,
- Les procédures de gestion des déchets,
- Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119,
- Les dossiers techniques prévus à l'article R. 4412-97,
- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412-39,
- Un bilan aéraulique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement aux fins de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air,
- La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier. Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation.

2.2.2 - INSTALLATIONS REGLEMENTAIRES

Le titulaire du lot devra prévoir tous les équipements, matériels et alimentation en eau et électricité (sur robinet de puisage dans sanitaires et groupe électrogène), lui permettant de réaliser l'ensemble des travaux décrits ci-dessous en totale indépendance.

Installation de tous les équipements liés à l'activité de désamiantage selon les réglementations en vigueur, et plans DCE transmis :

- Confinement de la zone en travaux avec mise en place de SAS de décontamination.
- Confinement des murs et plafonds de chaque pièce par mise en place de polyane de protection,
- Mise en place de bulle de vision dans confinement (prévoir 2 bulles de vision Dim 1.00 x 1.00m),
- Mise en place des équipements permettant la mise en dépression de la zone en travaux (y compris groupe électrogène de sécurité).
- Mise en place de zones de stockage tampons des déchets amiantés.
- Etc.

Les installations ont été prévues de manière à limiter le blocage des circulations verticales et les dégagements du bâtiment, par les travaux de désamiantage. Cet aspect devra impérativement être respecté par le titulaire.

Cette installation comprendra notamment la pose et la dépose en fin de chantier de toute la signalisation amiante aux abords et aux accès du chantier selon réglementation en vigueur. La préparation de la zone de travail et le confinement des zones d'intervention seront adaptés en fonction des ouvrages contenant de l'amiante, de la nature de l'amiante et de la configuration des locaux.

L'entreprise devra tous les ouvrages et matériels nécessaires à ce confinement (polyane, sas, aspirateur, etc...) suivant la réglementation.

L'entreprise devra assurer le recouplement et l'isolement entre les différentes zones d'intervention ou différents ouvrages amiantés.

Si besoin et suivant la réglementation en vigueur elle devra la protection de tous les ouvrages, appareils et matériels destinés à être déposés ultérieurement.

Y compris la délimitation de l'emprise du chantier, installation proprement dite, raccordements, maintenance et repliement en fin de travaux.

2.2.3 - CONSOMMABLES

Le présent lot prévoira la fourniture de kit corporel, combinaisons, filtres pour masques, gants, polyane, et autres équipements nécessaires à la réalisation complète du désamiantage.

2.2.4 - DEPOSE PIED DE CLOISON HT ENVIRON 10CM

Prestation comprenant :

- Dépose complète des pieds de cloisons restants après démolition,
- Conditionnement de l'ensemble des déchets dans des contenants spéciaux.

Y compris toutes sujétions de parfaite dépose.

LOCALISATION :

- CFDT
- B.49
- B.50
- B.51
- B.52
- B.53
- Local Ménage
- Dégagement devant local Ménage
- Circulation
- B.59
- B.58
- Archives
- B.54

2.2.5 - DEPOSE DALLES DE SOL AVEC COLLE BITUMINEUSE AMIANTEES

Prestation comprenant :

- Dépose complète des revêtements de sol existants, sur toute leur épaisseur (y compris lorsque plusieurs revêtements sont superposés),
- Y compris dépose complète du ragréage existant sur toute son épaisseur, de manière à remettre à nu la dalle béton,
- Y compris dépose des barres de seuils, couvre-joints, et tous autres profils fixés sur les revêtements de sols existants,
- Y compris dépose des plinthes sur murs conservés,
- Conditionnement de l'ensemble des déchets dans des contenants spéciaux.

NOTA : La majorité des surfaces de revêtement de sol et ragréage pourra être déposée à l'aide d'outillage mécanique adapté, en revanche, au pied des cloisons et doublages, dans le but de ne pas les abimer, les déposes devront être réalisées manuellement.

LOCALISATION :

- CFDT
- B.49
- B.50
- B.51
- B.52
- B.53
- Local Ménage
- Dégagement devant local Ménage
- Circulation
- B.59
- B.58
- Archives
- B.54

2.2.6 - DEPOSE ENDUIT AMIANTE SUR MENEAX ENTRE MENUISERIES

Prestation comprenant :

- Dépose complète des enduits habillant les joints de structure béton, sur les meneaux entre menuiseries extérieures, sur toute leur épaisseur,
- Y compris dépose des revêtements existants type toile de verre, ou autres,
- Y compris dépose des plinthes pour pouvoir désamianter sur toute la hauteur des murs de façades,
- Y compris dépose de tout équipement fixé sur les meneaux à désamianter : goulottes et blocs de prises électriques, réseaux d'alimentation des radiateurs, couvre-joints de dilatation, etc.,
- Conditionnement de l'ensemble des déchets dans des contenants spéciaux.

2.2.7 - EVACUATION ET ELIMINATION DES DECHETS PAR ENFOUISSEMENT

Tous les déchets et gravois provenant des travaux de désamiantage seront évacués par le présent lot.

Une zone tampon pour le stockage en journée sera prévu sur site. Chaque fin de journée les déchets amiantés seront évacués en zone de transit réglementaire.

Les déchets amiantés seront obligatoirement transportés vers un centre d'enfouissement technique.

Le Titulaire remettra en fin d'opération au Maître d'Ouvrage et Maître d'Œuvre, l'ensemble des fiches de suivi des déchets (BSDA) et certificats de traitements et de réception en centre spécialisé et agréé.

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
 Désamiantage de l'aile B du RDC
 Boulevard Berthelot à CLERMONT-FERRAND

2.2.8 - STRATEGIE D'ANALYSES / ESSAIS LIBERATOIRES

Le mesurage du niveau d'empoussièrement des processus comprend successivement :

- l'établissement de la stratégie d'échantillonnage ;
- la réalisation de prélèvements ;
- l'analyse des échantillons prélevés ;
- l'établissement du rapport des résultats du mesurage.

Les différents types de mesure, ainsi que la responsabilité de l'entité concernée par ces dernières sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Objectif de la mesure	Dénomination usuelle Objectif du GA X 46-033	Texte réglementaire	Mesure réglementaire	Responsabilité
Mesure après travaux de retrait et d'encapsulage et avant démantèlement du confinement	Restitution 1 ou Libératoire U	Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 (code du travail) Art. R 4412-140	Oui (*cf. question n° IV-5 du QR)	Entreprise de désamiantage
Mesure après travaux de retrait et d'encapsulage après le départ de l'entreprise de désamiantage et avant travaux de réhabilitation	Fin de chantier Amiante V	L 4531-1 et L 4121-3 du CT	Sur la base de l'évaluation des risques de l'employeur ou du donneur d'ordre (* cf. question n° IV-6 du QR)	Employeur ou Donneur d'ordre (chef d'entreprise utilisatrice ou maître d'ouvrage)
Mesure en fin d'opération (travaux de réhabilitation inclus) et avant réoccupation des locaux par les occupants	Restitution 2 Y	Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 (Code de la Santé Publique)	Oui (pour les travaux sur matériaux de la liste A et B) (*cf. question n° IV-7 du QR)	Propriétaire
Entretien / maintenance (ex : SS4)	Retrait MPC Restitution W X	L 4531-1 et L 4121-3 du CT	Sur la base de l'évaluation des risques de l'employeur ou du D.O	Donneur d'ordre